L'annulation par la Cour suprême de l'arrêt Roe vs Wade – qui, depuis 1973, garantissait le droit à l'avortement dans l'ensemble des États-Unis – est un désastre que le vote seul ne permettra pas de surmonter. Nous avons besoin d'un mouvement pour le droit à l'avortement qui s'organise au-delà des élections et qui lutte pour la liberté reproductive dans le cadre d'un plan fédéral de santé universelle.

Dans le sillage de la décision attendue mais écrasante de la Cour suprême, Ben Burgis, chroniqueur à Jacobin*, s'est entretenu avec Lillian Cicerchia, écrivaine et militante socialiste, sur la manière de construire un mouvement pour le droit à l'avortement aux États-Unis.*

***

Ben Burgis – Quel est le paysage après la décision de la Cour suprême ?

Lillian Cicerchia – Ce qui s'annonce, c'est un monde marqué par une ségrégation géographique en termes d'accès aux services de santé reproductive.

C'était déjà le cas dans une certaine mesure. Dans de nombreux « États bleus » (votant majoritairement pour les Démocrates. NdT), comme New York, le droit à l'avortement est garanti par la Constitution. Dans les « États rouges » (votant majoritairement pour les Républicains. NdT), l'accès à l'avortement a été réduit au point d'être illégal ou légal de manière très limitée. L'avortement deviendra tout simplement illégal, ou inaccessible, dans ces États.

Il y a beaucoup d'endroits où les gens ne pourront pas se faire avorter, et les gens devront parcourir de très longues distances. Beaucoup le font déjà. Si vous vivez dans le Dakota du Sud, il n'y a qu'une seule clinique d'avortement dans l'État, et vous devez conduire pendant des heures et des heures pour obtenir ces services. Cela ne fera qu'empirer.

Cela va donc exacerber ce qui existe déjà. Les choses se détériorent depuis si longtemps que, pour beaucoup de gens, le monde post-Roe est le *statu quo*.

Ben Burgis – C'est vrai. La question la plus difficile est donc de savoir ce que l'on peut faire pour y remédier.

Lillian Cicerchia – Je pense que la seule façon de gagner le droit à l'avortement est de mener une campagne sur les soins de santé qui défende sans réserve le droit à l'avortement. Il y a différentes façons d'articuler cette défense, mais je pense que cette campagne pour des soins de santé universels est le seul moyen de surmonter, ou de contrer, ce genre de marasme État par État.

L'autre raison importante est que l'amendement Hyde de 1976 a restreint le financement public des avortements sauf dans le cas où les États l'approuvent. Ainsi, dans de nombreux États rouges, les gens ne peuvent pas se faire avorter grâce à l'argent fédéral. Cette restriction est en vigueur depuis les années 1970 et a créé dès le départ un système de santé reproductive ségrégué en fonction des classes sociales.

La seule façon de lever ces restrictions est d'avoir un programme universel au niveau fédéral. Les systèmes de soins de santé État par État ne vont pas résoudre ce problème.

Je suggérerais également – et c'est une chose plus ambitieuse – une déclaration des droits en matière de santé génésique comme moyen d'intégrer le droit à l'avortement dans un système de santé universel.

Ben Burgis – Qu'est-ce qui pourrait y figurer, en plus du droit à l'avortement ?

Lillian Cicerchia – Des dispositions contre la stérilisation forcée et tout type de contrainte ou de pression en matière de reproduction. Les patients dans le système de santé sont couverts par une charte des droits ; une charte des droits en matière de santé reproductive devrait être cohérente avec le genre de choses que les prestataires de soins de santé font déjà. Mais il y a une histoire d'abus aux États-Unis, qui contrainte une partie de la population à prendre des décisions en raison de sa pauvreté.

Les gens devraient avoir accès à toute la gamme des options. Aux États-Unis, nous avons ce système de soins de santé dans lequel vous entrez et on vous donne souvent des médicaments ou autre chose pour essayer de résoudre votre problème – on ne prend pas vraiment le temps de vous présenter tous les choix en matière de soins dont vous avez besoin, quels sont vos objectifs, vos projets, vos antécédents. Je vis maintenant en Allemagne, et lorsque je vais chez le gynécologue-obstétricien, j'ai droit à des examens extrêmement approfondis et à des brochures qui garantissent que vous savez ce que vous faites. Ce n'est pas vraiment la façon dont les gens vivent les soins de santé aux États-Unis, et ce n'est certainement pas la façon dont ils vivent les soins de santé génésique. Il faut donc changer la nature qualitative des soins afin de garantir les droits des personnes.

Deuxièmement, il ne peut s'agir d'une simple stratégie électorale. Il doit y avoir un mouvement de travailleurs de la santé et d'organisations féministes indépendantes qui peuvent faire pression sur les organisations à but non lucratif et les Démocrates les plus progressistes pour qu'ils adoptent une législation. Il n'est pas possible de s'attaquer à ce problème uniquement par des campagnes électorales.

Ben Burgis – Quel type de mouvement serait capable de construire le large soutien dont vous auriez besoin pour obtenir le droit à l'avortement ?

Lillian Cicerchia – Il y a une combinaison de tactiques, et cela va dépendre de la région. Certains considèrent les manifestations massives de femmes pour le droit à l'avortement en Amérique latine comme un exemple à suivre : les gens tiennent des assemblées publiques où ils s'organisent indépendamment des institutions dominantes. Je ne sais pas dans quelle mesure cela pourrait réussir aux États-Unis, mais étant donné le nombre de personnes qui viennent manifester, cela vaut la peine de voir si quelque chose de plus populaire peut mettre en place des comités qui sont prêts à travailler sur une campagne de soins de santé. Je pense également qu'il est important de mener des actions directes comme la défense des cliniques.

Les personnes qui vivent dans les États bleus devraient tendre la main aux personnes assiégées dans les États rouges, et le faire avec plus que de simples dons. Il pourrait être possible de coordonner des actions entre les États, tant en termes de services directs que de manifestations. D'une certaine manière, il s'agit d'une question de droits civils, et je me suis toujours demandé s'il serait possible d'organiser, avec le consentement et la

collaboration des gens du Sud, des *freedom rides*. Nous pourrions soutenir des cliniques, apporter des ressources et exprimer notre soutien lors de manifestations importantes ou d'occupations de bâtiments du capitole.

Mais il est profondément nécessaire de faire quelque chose de plus que de simplement faire voter les gens. Et je pense qu'il existe un certain nombre de tactiques qu'il n'est pas nécessaire de sortir de son chapeau. Les gens ont l'expérience de la défense des cliniques, des opérations souterraines pour amener les gens du point A au point B, de la façon de faire pression sur le système médical. Ils l'ont fait une fois, et je pense que nous pouvons le refaire, mais il faut que ce soit sur une meilleure base. Il faut que ce soit sur la base des soins de santé et des droits positifs et pas seulement des libertés « négatives » comme la liberté de choisir d'avorter et la confidentialité de la décision avec son médecin.

C'est vraiment le problème de Roe v. Wade : l'avortement a été légalisé sur une base très étroite, et tous les problèmes de ségrégation de classe et de race qui se sont produits en termes d'accès étaient entièrement prévisibles sur la base des compromis qui ont été établis en raison de cette base étroite.

Le travail de la gauche est donc d'être œcuménique dans ses tactiques, mais d'adopter une approche offensive, pour des choses en positif, par opposition à l'élection de Démocrates et à une stratégie défensive qui tente de combattre la droite devant les tribunaux. Cela n'a pas fonctionné. Cela ne fonctionnera pas mieux à l'avenir. Et les démocrates sont de moins en moins disposés à le faire de toute façon.

Ben Burgis – En termes de lutte offensives, et aussi au vu des contrastes entre les États-Unis et l'Allemagne, je me demande s'il y a une bonne façon de présenter cette défense intransigeante des droits reproductifs en combinaison avec le soutien aux crèches financées par l'État, le soutien financier aux jeunes parents, et une vision globale de ce que nous pensons être un choix significatif, une conception plus large, plus socialiste des droits.

Lillian Cicerchia – Je suis d'accord. le droit d'avoir des enfants dans un environnement sûr et sain autant que le droit de ne pas en avoir est la base. Nous voulons des institutions qui permettent aux personnes et aux familles, si elles le souhaitent, de s'épanouir.

En Allemagne, l'État ne paie pas pour que vous puissiez avorter ; l'avortement n'est légal que jusqu'à douze semaines, et vous devez être orientée vers un avorteur par un service de conseil. Vous ne pouvez donc pas accéder directement aux soins de santé liés à l'avortement. Cela fait partie du compromis conclu avec les chrétiens-démocrates, et il y a donc beaucoup de restrictions qui ont créé un équilibre stable. D'un côté, il n'y a pas d'aile droite qui conteste le droit à l'avortement, mais d'un autre côté, si vous parlez aux féministes allemandes, elles vous diront qu'il y a beaucoup de problèmes.

Le bon contraste, l'endroit avec les politiques les plus expansives en matière de droit à l'avortement en Europe, ce sont les Pays-Bas. Ils ont également le plus faible taux d'avortements par habitant. Non pas que cela m'importe moralement, pour être claire. Je pense qu'il devrait y avoir autant d'avortements que de femmes qui en veulent, mais cela montre qu'une éducation sexuelle complète, une abondance de services sociaux et un accès illimité à l'avortement réduisent en fait la probabilité que les gens soient contraints de faire des choix indésirables en ce qui concerne leurs libertés sexuelles et reproductives.

Des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ne sont donc pas un modèle. Il existe des systèmes encore plus égalitaires.

*

Cette conversation, qui a été diffusée dans l'émission de B. Burgis sur YouTube, « Give Them an Argument », a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté. Elle a été publiée initialement par Jacobin.

Traduction par Contretemps.